

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 13.932 - QUARANTIÈME ANNÉE - LUNDI 19 AVRIL 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ANNONCES

annonces anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 2.75 - Faits divers : 3 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard 6 Mois 6 Mois 17 fr.
et Basses-Alpes 5 fr. 9 fr. 27 fr.
Autres départements et l'Algérie 5 fr. 11 fr. 30 fr.
étranger (Union postale) 9 fr. 17 fr. 50 fr.
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

Le Kaiser et la Guerre

Un ami de Guillaume II, le fameux Herr Balkin, qui était, avant la guerre, l'un des plus gros et des plus riches armateurs allemands, faisait, il y a quelques jours, cette déclaration à un journaliste anglais : « L'empereur m'a toujours assuré qu'il n'a jamais désiré la guerre. » Pour lui, toute la responsabilité du conflit, ou tout au moins la plus large part de cette responsabilité, retombe sur l'Angleterre. Le kaiser et son peuple se sont trouvés entraînés, malgré eux, dans une aventure qu'ils avaient tout fait pour éviter...

Au fait le Balkin en question et ceux qui, en Allemagne ou hors d'Allemagne, tiennent le même langage que lui, espèrent-ils faire accroire de pareilles bouffées ?

Le kaiser pacifiste, voilà une légende que les Boches et leurs agents tendent à accréditer depuis quelque temps déjà, mais c'est une légende trop stupide pour que ses inventeurs et ses propagateurs puissent escompter son entrée dans l'histoire. L'histoire diplomatique de cette guerre de 1914-1915 ne sera écrite dans tous ses détails et d'une manière définitive que plus tard. Mais les éléments les plus essentiels en sont connus et ils suffisent amplement à déterminer, avec la plus irréfragable précision, les responsabilités qui pèsent d'un poids écrasant sur Guillaume II et sur son pays.

Chaque jour, d'ailleurs, depuis plus de huit mois que dure la guerre, chaque jour apporte des documents nouveaux à la charge de l'Allemagne, des documents nouveaux qui sont de nouvelles preuves.

C'est ainsi que l'on publie aujourd'hui le journal dans lequel le comte Axel de Schwerin a enregistré les conversations qu'il eut dans les premiers jours de juillet 1914 avec le kaiser et avec le comte de Moltke. Guillaume II lui dit un jour qu'il estimait que l'œuvre laissée par son grand-père était une œuvre inachevée. « C'était très bien », expliqua-t-il, « de s'être fait proclamer empereur à Versailles, ce n'était pas suffisant. Regardez la position géographique de l'Allemagne. Entourée d'ennemis, n'ayant pas sur la mer les débouchés nécessaires, ou n'en ayant que d'artificiels, peut-elle jouer le rôle prépondérant qui lui revient dans les destinées du monde ? Nous ne pouvons rester éternellement sur la défensive : ici ou là, nous devons faire l'effort final. »

Un autre jour, le comte de Moltke, à l'issue d'une conférence qu'il venait d'avoir avec l'empereur, communiqua ses impressions au comte de Schwerin : « L'empereur me déconcerte. Jusqu'à présent, il n'était même pas venu admettre la possibilité pour l'Allemagne de faire la guerre sous son règne, et vous savez mieux que personne, comme il chaperonnait le kronprinz toutes les fois que celui-ci semblait pactiser avec le parti ultra-militaire. Eh bien, croiriez-vous que ce soir il m'a gardé quatre heures à discuter les chances que nous aurions d'affronter glorieusement la lutte contre un ennemi qu'il n'a pas voulu me nommer ? » Et, quelques instants après, le comte de Moltke ajouta : « Eh bien, si vous voulez le savoir, je crains que, depuis des années, l'empereur ne nous trompe, et que, tandis qu'il se posait en ennemi de la guerre, il ne songeât continuellement, dans son for intérieur, au jour où il pourrait la déclarer... Je me flattais, jusqu'à ce jour, de connaître notre souverain ; je croyais avoir fouillé tous les replis de son caractère, et je m'aperçois de mon erreur. J'ai causé tantôt avec un empereur que j'ignorais, avec un homme qui n'est tout simplement nouveau... »

Cet homme nouveau, tel qu'il se révélait au grand chef militaire allemand devant sacrifié, nous le connaissons ainsi, et pour le retrouver, nous n'avons qu'à rouvrir notre Livre Jaune.

Relisons le rapport de M. Jules Cambon, adressé le 22 novembre 1913 à notre ministre des Affaires Etrangères, rapport dans lequel notre ambassadeur à Berlin mettait précisément en scène les deux interlocuteurs que nous présente aujourd'hui le comte de Schwerin : Guillaume II et le comte de Moltke. Nous y retrouverons la preuve de la duplicité du kaiser et, par surcroît, celle de la duplicité du chef du grand état-major. Car, en dépit de ses paroles hypocrites au comte de Schwerin, le comte de Moltke n'était pas moins partisan de la guerre que son empereur ; seulement, lui n'avait pas encore jeté son masque.

M. Jules Cambon, on s'en souvient, écrivait dans ce rapport : « Je tiens d'une source absolument sûre la relation d'une conversation que l'empereur aurait eue avec le roi des Belges, en présence du chef d'état-major général de Moltke, il y a une quinzaine de jours, conversation qui aurait, paraît-il, vivement frappé le roi Albert ; je ne suis nullement surpris de son impression, qui répond à celle que moi-même je ressens depuis quelque temps : l'hostilité contre nous s'accroît et l'empereur a cessé d'être partisan de la paix. » Le document est trop connu, et nous l'avons

nous-même trop souvent reproduit ou commenté ici pour qu'il soit besoin de l'analyser à nouveau. Nous nous bornons à le rappeler pour souligner que ses indications confirmeraient, s'il en était besoin, l'exactitude des confidences qui nous sont faites aujourd'hui par le comte de Schwerin.

En face de ces dépositions précises, et qui concordent au surplus avec tant d'autres preuves non moins irréfragables, que signifient les affirmations gratuites de tous les complaisants de Guillaume II qui s'évertuent à nous faire avaler la fable grotesque d'un kaiser pacifique, entraîné de force à la guerre par nous ne savons quelles ténébreuses manœuvres de la diplomatie anglaise ? La vérité est que Guillaume II a tenté un mauvais coup et que, s'apercevant maintenant avec terreur que l'affaire tourne mal pour lui et pour son empire, il voudrait bien essayer d'esquiver les terribles responsabilités qui pèsent sur lui. Mais il n'y parviendra point.

CAMILLE FERDY.

PROPOS DE GUERRE Déséquilibre

La situation est bien plus compliquée qu'on se le figure pour les gens d'affaires. La proportion des échéances et autres mesures rotatoires ne suffisent pas à mettre les commerçants, qui souffrent de la guerre, à l'abri des mécomptes et des embarras.

« Un d'eux m'expose son cas, qui vaut d'être retenu parce que c'est celui de beaucoup d'autres. « Je suis un petit commerçant, m'écrit-il. La mobilisation m'a surpris comme tout le monde, et au 2 août 1914, j'avais un découvert chez mon banquier et un gros fournisseur constituant d'une part mon passif et chez mes clients constituant d'autre part mon actif. « J'ai dû fermer mes portes et rejoindre mon corps sans avoir eu le temps de réaliser un seul centime, et, plus tard, quand j'ai essayé de le faire, toutes mes traites me sont retournées, mes payés, mes clients se retranchant derrière le « motif de guerre ». « Mais mon banquier et mon fournisseur, tranquillement demeurés à la tête de leurs maisons, ne l'entendent pas de cette oreille, car leur compte respectif me parvient majoré des intérêts à 6 % l'an. « De sorte que si la guerre dure seulement un an, en admettant que je retourne, mon actif peut se réduire à zéro, par suite du décès ou de mauvaises affaires de mes clients, tandis que mon passif aura considérablement augmenté. « Est-il équitable et juste que, pendant que les mobilisés de la première heure, qui ont tout abandonné pour servir le pays, rencontrent une situation péniblement acquise, il y en ait d'autres qui ne veulent consentir à aucun sacrifice et entendent continuer leurs affaires comme en temps normal ?

« Il me semble qu'il y a dans cette situation quelque chose à modifier ; décréter, par exemple, que les comptes-débiteurs des mobilisés au 2 août seront arrêtés à cette date et n'aient pas à supporter de majoration d'intérêt. C'est le moins qu'on puisse demander aux favorisés du sort et de la fortune. « Ce que demande mon correspondant, semblerait-il, n'est pas excessif. On ne peut nier qu'il y ait en ce moment un déséquilibre dans les charges financières des citoyens. Alors que la guerre a mis sur la palette — au sens matériel du mot — un nombre considérable de gens qui, avant, faisaient convenablement leurs affaires, elle fait cesser un factice insupportable dans la caisse de beaucoup d'autres. « Ces derniers, que les scrupules patriotiques n'étouffent pas, ne voient dans l'anormale situation où se trouve le pays qu'une occasion de profiter, et non pas seulement au préjudice de l'Etat, mais aussi d'une foule de citoyens diables qui, mobilisés ou non, ne retiennent de la guerre que débâcles et malheur. « Mais contre ce déplorable état d'esprit, on ne voit malheureusement guère de décret ou de loi qui puisse réagir. »

ANDRÉ NEGRI.

L'héroïque « Homme des Cavernes »

Le docteur Paul Grabain, correspondant de guerre du *Berliner Tageblatt* sur le front occidental, relate, dans une lettre sur les cavernes du nord de la France, l'exploit extraordinaire d'un soldat français qui, durant des mois, lutta tout seul contre les troupes allemandes.

Non loin de la ferme de L..., raconte M. Grabain, se trouve une de ces cavernes qui, pendant les mois de l'hiver dernier, servait d'asile à un fantassin français, coupé des siens lors des combats de septembre. Qu'il se fit caché dans la grotte, cela est compréhensible. Mais qu'il ait réussi à se maintenir pendant de longs mois en arrière de l'ennemi dans la solitude inhospitalière des montagnes, complètement abandonnées par les habitants, c'est là un mystère. Cependant, non seulement il vivait, mais il menait encore une lutte opiniâtre contre les notes. Toujours et toujours les coups de son fusil retentissaient derrière nos positions et ne manquaient presque jamais leur but. De nombreuses victimes succombèrent à son terrible tirailleur qui, s'abritant dans un pli de terrain et changeant toujours de place, envoyait le plomb meurtrier. Exaspérés, des patrouilles allemandes cherchèrent « l'homme des cavernes ». Sous ce nom, le tirailleur français qui pour son propre compte nous faisait ainsi la guerre, fut bientôt connu partout sur notre front.

On savait bien qu'il se cachait dans un trou des montagnes mais on ne réussissait jamais à s'en emparer dans la nuit du labyrinthe. Un jour cependant, lors d'une razzia, on eut la chance de le rencontrer et de lui barrer le chemin de la caverne. Et comme il ne voulait pas encore se rendre et continua à tirer désespérément dans tous les sens, quelques balles l'abattirent et mirent ainsi fin à cette vie originale et d'un romantisme sauvage du tirailleur.

Lire à la 4^e page
Soldats de France
l'événement feuilleton de JULES MARY.

260^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 18 Avril.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

Une attaque allemande préparée par un violent bombardement a été prononcée par un bataillon contre nos positions au nord-ouest d'Orbey (Alsace). Elle a été repoussée. L'ennemi a laissé de nombreux morts devant nos tranchées. Nous avons fait une quarantaine de prisonniers.

Un avion belge a abattu un avion allemand près de Roulers.

Dans la même région, une de nos escadrilles a efficacement bombardé un terrain d'aviation.

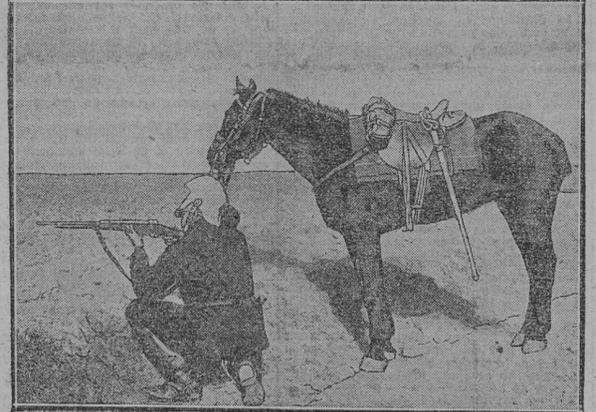


Photo : Mouris-Syral.

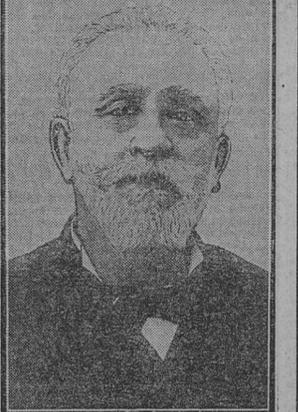
DANS LE NORD

Un dragon, surpris par une patrouille ennemie, la disperse à coups de carabine

Le sénateur Flaissières sur le Front

L'ancien maire de Marseille est cité à l'ordre du jour

Nos lecteurs n'ignorent pas que M. le docteur Flaissières, sénateur des Bouches-du-Rhône, ne se résignant pas, malgré ses 65 ans sonnés, à servir dans les hôpitaux de l'extrême-arrière, a demandé et obtenu sur ses instances un poste de médecin-major en première ligne.



M. le docteur Flaissières
sénateur des Bouches-du-Rhône, médecin-major de 1^{re} classe au 11^e de ligne (réservé de la territoriale), qui vient d'être cité à l'ordre du jour.

par des lettres d'amis qui l'ont vu à l'œuvre, avec quel sang-froid, avec quelle énergie tranquille et souriante, il accomplissait sous le feu de l'ennemi les devoirs souvent difficiles de sa profession.

Nous savons aussi qu'il ne se bornait pas à soigner les blessés ; mais qu'à côté des combattants, dans les tranchées de première ligne, il n'avait pas hésité à faire le coup de feu...

paysans, employés, qui là-bas, trouvent une mort glorieuse mais anonyme en défendant avec le sol de la Patrie l'héritage de liberté de la France républicaine. Et nous nous étions inclinés devant sa volonté nettement exprimée.

Aujourd'hui médecin-major du 112^e de ligne de réserve territoriale, M. Eugène Soula, vient de rendre public le texte de l'ordre du jour de la 9^e division dont nous parlons plus haut. Notre ami Flaissières nous excusera donc de le reproduire à notre tour :

Ordre du jour de la 9^e division

Le général commandant la 9^e D. T. cite à l'ordre de la division le médecin-major de 1^{re} classe Flaissières pour le motif suivant :

« Lors du bombardement d'un village où il était cantonné, et quoique malade depuis deux jours, n'a pas cessé d'un seul instant de prodiguer ses soins à aux blessés de son régiment. »

« A surveillé lui-même leur départ pour l'ambulance, et n'a quitté l'infirmerie que lorsque le dernier homme a été pansé, et qu'il eût fait son rapport. »

D'autre part, notre confrère le *Soleil du Midi* publie dans son numéro d'hier soir l'article suivant :

Nous recevons de quelques « poilus » du 11^e de ligne des renseignements fort intéressants sur notre sénateur le docteur Flaissières. Tout le monde sait, en effet, que notre ancien maire n'a pas voulu plus longtemps avoir l'air de regarder dans nos rues avec son équipement de médecin-major à quatre galons ! M. Flaissières est, depuis toujours pour les extrêmes, et il semblerait que cette occasion il le veut autant dans sa vie que dans la politique. Mais hélas-nous de recommander avec cette bonne foi et cette impartialité qui sont l'honneur de ce journal que celle qui lui pratique aujourd'hui ne saurait lui mériter que des éloges. Tandis que Monsieur le sénateur avait parfaitement pu demeurer dans quelque hôpital, bien tranquille et tout à fait à l'abri, faisant son devoir simple et à son aise, il a voulu faire plus. Sans souci de son âge, car il est non seulement père consacré mais aussi grand-père, M. le docteur Flaissières est au front, sur un des points les plus exposés, où il a, suivant l'expression d'un de nos correspondants, qui ne fut jamais son ennemi, un terrain peu ordinaire, avec une clientèle de blessés que son activité autant que son courage contribuent à reconforter de la plus louable façon.

Et le soldat qui nous écrit, ne connaissait sans doute que la notoriété révolutionnaire du citoyen Flaissières, puisqu'il ajoute un peu étonné :

« Il a d'ailleurs fait la meilleure impression partout et tout le monde est d'accord pour lui reconnaître un talent de sociabilité particulière. La réputation de notre ancien maire est déjà telle à la 11^e armée que le cantonnement où il prodigue ses soins, à tant de blessés, est appelé « Village de Flaissières », qui est de ceux bombardés chaque jour terriblement. »

Et pour terminer sa note administrative, notre correspondant conclut avec un peu de malice :

« Ce personnage politique, après avoir voté contre la loi de trois ans, est un militaire accompli et a exposé sa peau dans un petit patelin sans abri... M. le docteur Flaissières ne nous en voudra pas d'avoir révélé à la toute de ses amis antichambres d'hier, son héroïsme si simple et si français, car nous ne croyons pas qu'il s'en rencontre un seul pour le lui reprocher un jour. Au surplus, on est la réponse de notre sénateur à quelqu'un qui s'étonnait de le retrouver si ardemment militaire : « Les cambrioleurs sont chez nous, nous devons tous nous réunir pour la défense collective. »

Ce diable d'homme est donc toujours collectiviste ! Mais c'est encore comme cela que nous comprenons le mieux ses théories et au risque de nuire à son crédit politique nous voulons lui imposer notre sincère approbation.

Nous enregistrions avec joie ces hommages qui font honneur non seulement au sénateur Flaissières, mais aux républicains, aux socialistes qui, perdus dans la masse obscure des combattants du front, font vaillamment et noblement, comme lui, tout leur devoir de socialistes et de Français.

LA GUERRE

La prise du Bois jaune brûlé

L'état-major allemand avoue ses défaites; mais il y met quelques réticences

Bordeaux, 18 Avril.
Les membres de la Commission des travaux publics, présidée par M. Rabier, député, sont arrivés aujourd'hui à Bordeaux. Ils ont été reçus par le préfet et le maire. Demain, la Commission visitera le port.

LA SITUATION

De notre correspondant particulier - Paris, 18 Avril.

Aux violents engagements dont la région de Verdun a été le théâtre ces jours-ci, a succédé une accalmie passagère. Depuis avant-hier, tout se borne à des engagements d'artillerie, car le canon, lui, ne s'arrête jamais.

On peut prévoir que la bataille va reprendre, pour chasser le Boche des positions qu'il occupe encore sur les Hauts-de-Meuse. On a comparé assez justement la pointe que le front allemand dessine à Saint-Mihiel à une herminette. Nous procédons à l'étranglement de celle-ci. Le résultat est long à atteindre, parce que l'ennemi a pu s'organiser d'une manière formidable. On le comprendra, quand j'aurai dit qu'il a construit de toutes pièces deux lignes de chemins de fer reliant Metz à Saint-Mihiel, et l'autre Metz à Harville. Ces deux voies ferrées lui assurent des communications faciles et rapides entre tous les points de sa ligne.

Mais, d'ici peu, les lignes seront complètement sous notre feu, tandis que nous attaquerons la herminette qui se resserre peu à peu sous notre effort.

Il n'est pas nécessaire d'insister, je me borne à observer que les événements de ce côté doivent être attentivement suivis. Dans les Vosges, nous avançons également. Le sommet que nous avons conquis hier, domine les deux vallées à l'Est et à l'Ouest, c'est un gain important.

Voilà deux jours que le grand état-major russe ne nous a rien fait savoir, ou à peu près. On a pu remarquer que ses silences précédents généralement des communications intéressantes.

Le grand-duc Nicolas est aussi discret que Joffre, il parle peu, mais il agit.

MARIUS RICHARD.

Le général Maunoury reçoit la grand croix de St-Michel et St-Georges

Paris, 18 Avril.
Le prince de Connaught s'est rendu, hier après-midi, auprès du général Maunoury, pour lui remettre, au nom du roi d'Angleterre, la grand-croix de Saint-Michel et Saint-Georges.

Le prince et le général s'entretenaient amicalement quelques instants. Logés d'abord dans des baraques, ils ont subi pendant quelques jours de soins très délicats, mais sa santé est satisfaisante que possible. L'état moral est partait.

Le retour d'Allemagne d'un Député français prisonnier

La vie dans les camps. — Fausses nouvelles allemandes. — Les conditions de la libération de M. Pasqual.

Paris, 18 Avril.
Nous avons eu la bonne fortune de rencontrer M. Léon Pasqual, député d'Avignon, qui est rentré à Paris vendredi, après sept mois de captivité en Allemagne.

L'honorable député du Nord a bien voulu nous accorder un entretien fort intéressant, dans les circonstances toutefois nous commandant de ne rapporter qu'avec la plus prudente réserve.

M. Pasqual, et d'autres officiers, avaient été emmenés à Torgau, en Silésie, où ils avaient pour compagnons des Anglais et des Russes. Ils furent remis aux autorités allemandes dont ils étaient porteurs et furent même soumis à plusieurs fouilles.

Logés d'abord dans des baraques, ils obtinrent, par la suite, de coucher dans des chambres. Les officiers supérieurs, de général à capitaine, touchaient une solde de cent à deux cents francs par mois, sur laquelle ils devaient payer leur nourriture, les lieutenants soixante francs. Pour toute sortie, il leur était permis de se promener dans une cour.

Le régime, on voit, laissait beaucoup à désirer.

Mais les souffrances physiques ne sont rien auprès des tortures morales que nous subissons, ajoute aussitôt M. Pasqual.

En effet, chaque jour, on nous communiquait complaisamment les journaux allemands, qui nous apprenaient les plus extraordinaires défaites françaises, l'investissement de Paris et autres balivernes, auxquelles, naturellement, nous n'ajoutions aucun crédit.

Notre vie se poursuivait triste, vide et monotone jusqu'à la mi-mars.

L'ambassadeur d'Espagne à Berlin, qui est chargé des intérêts français en Allemagne, s'acquiesce de sa mission avec l'activité la plus louable, vint visiter la forteresse et me fit appeler. Il m'exposa qu'en matière de représailles des officiers français prisonniers seraient envoyés dans les mines pour travailler avec des forçats, si des officiers allemands, condamnés par nos tribunaux pour pillage, étaient emmenés à Cayenne comme l'annonçait un journal parisien.

En même temps, il me pria d'intervenir auprès du gouvernement français, qu'il avait aussi personnellement.

Autour de moi fut donc donnée de télegraphier à M. Millerand.

Plus tard, j'appris, par la lecture des journaux allemands, que l'incident était clos. L'information visée était inexacte. Les officiers pillards n'étaient pas au bagne, mais subsistèrent leur condamnation dans un camp. Nos malheureux camarades échappèrent au terrible sort dont les Barbares les menaçaient.

Le 9 avril, le capitaine Pasqual, sur ordre du ministre de la Guerre, était transféré au camp modèle de Blankenburg. Le 12, il reçut la visite du directeur des affaires extérieures au ministère de la Guerre, qui lui annonça sa libération, le priant, toutefois, en

schémas, et au nom de l'humanité — car les Allemands osent employer ce mot-là — d'intervenir auprès des ministres de la Guerre et des Affaires Etrangères pour obtenir une solution rapide à l'égard des officiers français ressaisi particulièrement ; le renvoi des prisonniers civils français et belges contre des prisonniers allemands retenus en France ou dans nos colonies, les échanges, médiocrités militaires et le succès d'exécution des peines encourues par les soldats pour des délits de droit commun.

M. Pasqual accepta. Le mercredi matin, il était reconduit à la frontière suisse. L'accueil fut très courtois lui fut réservé chez nos voisins, et, dès samedi matin, il s'est acquitté de sa mission.

En terminant, le député du Nord nous a dit l'émotion de son retour au pays, et sa joie de l'avoir retrouvé si ferme et si résolu, enfin sa confiance dans la victoire finale de nos armes.

Paris, 18 Avril.

NOUVELLES DU FRONT

La Prise du Bois jaune brûlé

— Officiel —

Paris, 18 Avril.

C'est une affaire du mois dernier, mais il n'est pas trop tard pour en parler encore, puisqu'elle fut un succès brillant, riche en leçons d'héroïsme.

Le Bois jaune brûlé était situé — car de ses arbres il ne reste aujourd'hui ni feuilles, ni branches, ni troncs — un peu à l'ouest de cette cote 196 que nous avons enlevée à l'ennemi au mois de mars sur la ligne de crêtes, au nord de Messin-Hutten. Un de nos régiments d'infanterie, qui avait reçu l'ordre de la prendre d'assaut, s'en rendit maître en quatre jours. Il perdit du matériel, mais s'empara du Bois jaune brûlé, qui s'étendait sur un kilomètre en profondeur sur six cents mètres de front.

Les défenses allemandes

Le Bois jaune brûlé était un rectangle de 700 mètres de long sur six cents mètres de large, orienté sur les pentes méridionales de la hauteur 196. Les Allemands l'avaient soigneusement machiné. C'était un dédale de tranchées, de boyaux, de fil de fer, d'obstacles blindés, recouverts de 4 mètres de terre. Tout cela fondit dans la grisaille du paysage champagnais, sans rien de saillant qui pût guider le tir de notre artillerie.

De nos positions, distantes de soixante à quatre-vingts mètres des lignes ennemies, nous distinguions une première tranchée face à nous, flanquée à l'est d'un abri à mitrailleuses ; en arrière, donc plus au nord, une deuxième tranchée ; au centre du bois, une sorte de réduit. Plusieurs attaques avaient été dirigées contre cette organisation défensive. Elles avaient échoué, se brisant sur le glacis démodé de 80 mètres qui s'étendait au sud du bois. On décida donc d'attaquer le massif, de s'en approcher à la sape, de l'investir et ensuite de donner l'assaut à l'ensemble de la position.

Un heureux coup de main

Un heureux incident nous permit de gagner du temps. Un de nos râteaux du sape déboucha dans une tranchée allemande de 300 mètres de long qu'occupait une section d'infanterie de la Garde. Surprise par nos hommes, cette section fut prise à partie et entièrement anéantie à coups de grenades. Nous ne fimes que trois prisonniers. Mais, à la tranchée, nous débouchâmes d'un seul coup sur le massif de la crête. L'heure de l'attaque en était avancée d'autant. Le surlendemain, on la déclanchait ; un bataillon à droite, un à gauche, un en réserve ; l'objectif final était la grande crête au nord du Bois.

L'attaque

Nos fantassins, exaltés par l'idée d'avoir affaire à la Garde, bondissant de leurs sapes avec un entrain admirable. Les fusils, les balonnettes mêmes leur servent peu. C'est à coups de grenades qu'ils opèrent les défenses de la tranchée allemande sont débordées et maîtrisées ; ils réussissent à enlever leurs mitrailleuses et leurs canons-revolvers, mais leur tranchée est à nous. Le bataillon de gauche, dès qu'il a vu son voisin de droite progresser, s'est à son tour porté en avant. Une ligne acharnée s'engage. Elle dure peu, mais elle est meurtrière. L'ennemi, déconcerté, recule et son repli est une fuite. Le réduit allemand est à nous. Trente prisonniers restent entre nos mains.

Il s'agit maintenant de redresser vers le nord le front d'attaque et de pousser sur la tranchée conquise. Le mouvement s'opère avec précision sous le feu de l'ennemi qui s'est ressaisi. A la banquette ou à la grande crête, nos fantassins s'élancent à l'adversaire. Ce combat pied à pied dura jusqu'à quatre heures du soir. A la nuit tombante, nous atteignons les abords de la crête nord. Plusieurs centaines de cadavres allemands, appartenant tous au 9^e régiment de la garde à pied, couvrent le terrain. Sans répit, nous nous organisons sur la position conquise. Saure précaution, car, à 5 heures du matin, une forte contre-attaque se déclenche sur notre droite. Pour tromper nos hommes, les soldats de la Garde ont revêtu des burnous de tirailleurs empruntés aux morts. La surprise est étonnée d'être faite par nos mitrailleuses, en quelques minutes, couche devant nos lignes quelques centaines de nouveaux cadavres. Le Bois jaune est à nous.

Un régiment de la Garde décimé

L'attaque du Bois jaune brûlé avait été menée avec un brio magnifique. Nos troupes, à dire vrai, étaient exaspérées. Elles savaient que les hommes de la Garde avaient échoué, en les torturant, les blessés de la veille, il existait une photographie représentant un blessé français la tête traversée par un canon de fusil qui a fait éclater la boîte orthonnale.

Plus de deux tiers d'un régiment de la Garde ont été anéantis en ce point. Nous avons eu trois cents tués, dont plusieurs officiers.

Nos héros

Dans cette chaude affaire, que d'actions d'éclat se sont déroulées ! Malgré le feu intense des mitrailleuses et des canons-revolvers, arrive à la tranchée ennemie le premier de sa compagnie ; il tombe sur le tapis allemand mortellement frappé.

